

ABOL HASSAN BANI SADR*

L'Islam et la révolution en Iran

Interview avec Alain CHENAL

A. C. (Auvers-sur-Oise, le 15 octobre 1981). — Monsieur le Président, je voulais simplement vous demander dans ma première question de dire quelle était selon vous la part que le mouvement islamique a prise dans la chute du chah. En d'autres termes, est-ce que le régime pouvait survivre, est-ce qu'une autre opposition aurait pu le mettre en cause ou est-ce que, fondamentalement, c'était le mouvement islamique populaire qui pouvait seul remettre en cause le régime pahlavi ?

B. S. — *A posteriori*, on peut dire que c'est certainement le mouvement islamique qui a pu faire l'unanimité contre le régime. Cette unanimité a été faite grâce à un changement important du discours de la religion. C'est là le résultat de la tâche de notre groupe, ici en France, à Neauphle-le-Château. Nous avons participé au changement fondamental de ce discours, de manière que même les non-musulmans, les marxistes, même les minorités religieuses, trouvant le contenu du discours satisfaisant, se soient ralliés au mouvement. Cette unanimité sur le discours a entraîné une spontanéité ; il n'y avait pas un opposant pour contester ce discours ; vous l'avez probablement constaté à l'époque. Il n'y a pas eu de critique de discours. On critiquait peut-être les mollahs et leur rôle, leur sincérité, etc., mais pas le discours. Toutes les objections ont reçu des réponses claires ; le régime y a été défini comme un régime d'indépendance, de liberté, même les femmes y pouvaient devenir Président de la République. C'est un changement et deux choses très importantes ont été modifiées chez les intellectuels et chez le peuple.

La conscience humaine, je ne sais pas si votre génération d'aujourd'hui la sent encore ou si c'est dépassé, mais nous, nous la sentions

* Ancien Président de la République islamique d'Iran.

fortement ; agir contre la religion, même pour les plus occidentalisés, c'était une question de conscience. Au niveau de la conscience, les interdits religieux empêchaient la jeunesse d'agir. Pour la femme iranienne, agir signifiait au niveau politique agir contre la religion. Tout d'un coup, par le changement du discours, malgré ce qui est arrivé après, l'obstacle a disparu. Aujourd'hui l'homme iranien, surtout jeune, se voit libéré, il n'a plus de souci, d'obsession de se demander : si je fais ceci, est-ce bon ou non... est-ce contre la religion ou pas ? Non. Ça c'est fini, après le discours de la révolution, tenu à Paris.

A. C. — Mais lorsque vous précisez que c'est un changement du discours religieux qui a permis ce mouvement extraordinaire que tout le monde a pu constater, cela veut dire qu'il y a aussi un autre discours religieux qui peut très bien s'adapter au pouvoir et à la dictature ?

B. S. — Exactement.

A. C. — Donc, le mouvement religieux n'est pas fondamentalement anti-pouvoir, enfin anti-pouvoir comme on l'a schématisé...

B. S. — Exactement. Pour l'intellectuel iranien, le problème de la conscience était à la fois un problème religieux et la peur de ne pas être accepté aux yeux des intellectuels occidentaux ; c'est-à-dire que s'approcher de la religion, c'était se voir rejeté par l'Occident, et s'éloigner de la religion, c'était se voir isolé de son milieu. Alors, l'intellectuel iranien s'est libéré à travers cette révolution. Il est aujourd'hui, par définition, celle ou celui qui agit à partir des réalités propres à son milieu, non à partir des théories des autres. Maintenant il ose, il parle. L'obstacle donc a été levé. Ce qui ne s'est pas fait dans les autres pays. Les autres révolutions n'y sont pas parvenues. Nous, nous avons réussi à le faire. La force du discours a été telle que même Khomeïni, s'y opposant, a été disgracié par le peuple.

Notre deuxième tâche, pendant que nous étions en Iran, était d'expliquer ce discours au peuple tout entier, afin qu'il puisse toujours juger l'action des dirigeants par rapport au discours ; afin qu'il puisse se rendre compte que la religion est une méthode de développement et non une idéologie qui, comme une toile d'araignée, immobilise l'Homme ; afin que le peuple soit vigilant et qu'aucune couche n'ait le monopole de son interprétation, et, à partir de là, celui de la décision sur l'activité, intellectuelle ou autre, des gens. Ce discours est donc celui d'une autre religion. Une religion de développement, une force motrice, si vous voulez, pour l'action d'un peuple. En tant que telle, elle a son rôle à jouer et je suis sûr qu'elle ne va pas tarder à agir, elle

changera l'institution religieuse. Nous n'y avons pas réussi, nous avons pourtant beaucoup essayé. C'était une tâche très, très lourde, mais nous n'avons pas réussi. Il faut dire franchement pourquoi. Je reviens donc sur votre question. Le discours ancien, c'était un discours du pouvoir, de l'autoritarisme et du totalitarisme ; il n'était pas discours de la religion libératrice. Il était basé sur le principe que le pouvoir, la dictature, disons plutôt l'autoritarisme, est une nécessité du gouvernement des communautés, mais qu'il y a l'autoritarisme juste, légitime, et l'autoritarisme injuste, illégitime. Il fallait entendre par là que l'autoritarisme qui vient de Dieu et qui applique la loi islamique est juste ; l'autoritarisme qui ne tient pas compte de ces lois, et qui a ses propres lois et son propre discours, est injuste, illégitime. Cette querelle religion-politique a traversé toute l'Histoire de l'Iran ; même avant l'Islam. Notre vie politique a commencé dans l'opposition, avec la contradiction entre la religion et la politique, disputant toutes deux le pouvoir, chacune se prétendant légitime. Il y avait des moments où la politique et la religion faisaient alliance. Mais la plupart du temps, il y avait séparation entre elles. Avec la révolution de 1979, pour la première fois, le discours de la religion change ; dans ce discours, ce n'est pas l'autorité religieuse, mais le peuple qui décide par son autorité ; la religion n'est plus totalitaire. Or, le discours de Khoméyni autrefois était basé sur un livre qu'il avait fait à Nadjaf (Irak)...

A. C. — Et qu'on peut trouver en France...

B. S. — Oui. Nous avons bien fait de le traduire (ma femme a participé à sa traduction). C'était une précaution pour que tout le monde se rende compte qu'il a changé de discours à Paris. Pour que tout le monde comprenne que revenir sur le discours de Nadjaf, ce serait trahir ce qu'il a dit pour la victoire de la révolution. Si vous me posez la question, je vous réponds : oui, l'Islam a joué ce rôle parce qu'il a fait l'unanimité. Son rôle n'est pas terminé. Parce que ce discours a fait cette révolution merveilleuse ; Khoméyni ne peut pas rester au pouvoir, à mon sens ; puisqu'il a trahi le discours, il a perdu l'unanimité ; le peuple est contre lui.

A. C. — Vous m'offrez la transition à ma seconde question. Comment caractérisez-vous l'état des forces religieuses en Iran aujourd'hui, ou du moins des institutions religieuses aujourd'hui, et, dans la logique du discours de transformation que vous décrivez, des forces islamiques peuvent-elles aujourd'hui participer à une rectification ? Peuvent-

elles remettre en cause aujourd'hui, sur la base de ce même discours, le pouvoir, qui apparaît celui — disons — d'une hiérarchie religieuse ?

B. S. — C'est fait. Je pense qu'il est déjà remis en cause. En effet, que signifient 2 000 exécutions pour un chef religieux ? Même le chah ne s'est pas trouvé devant une telle opposition. Pendant dix ans, il n'a exécuté que 200 personnes ; pendant quatre mois, Khomeïni en a exécuté 2 000 ! Pourquoi cette résistance ? Parce que, voyez-vous, deux ans et demi sont passés ; la jeunesse est déjà consciente que le discours n'était pas l'œuvre de Khomeïni lui-même. Premièrement parce que, dès son entrée en Iran, il a fait un autre discours sur la base de l'autoritarisme religieux. Deuxièmement, parce que depuis deux ans et demi, ni lui ni ses proches, les gens du parti au pouvoir (le PRI), n'ont réussi à présenter une solution pour les problèmes essentiels de l'Iran. Même aujourd'hui, la question du programme se pose : qu'allez-vous faire ? On ne sait pas ! Un Islam qui ne sait pas quoi faire est condamné. Ils sont condamnés du fait que, même s'il n'y a pas une opposition, ils n'ont pas réussi à résoudre le problème du régime précédent pour la solution duquel le peuple a fait cette révolution ; au contraire, ils ont ajouté de nouveaux problèmes. Une incapacité totale. Cela signifie à mon sens que leur Islam est très hellénisé. Leurs bases philosophiques viennent du catholicisme, du Moyen Age, d'Aristote et de la philosophie scolastique. Elles n'ont aucun rapport avec l'Islam. D'ailleurs, 90 % des religieux chi'ites sont contre le principe de la souveraineté du docte (*vélâyate é faghih*). Comment cela s'explique-t-il, se justifie-t-il ? Khomeïni ne se justifie pas en se référant à un discours clair qui a pour ambition de créer une société juste, etc., mais il joue de la peur, de la crainte : « Si on nous renverse, c'est l'Islam tout entier qui est fini. » Vous voyez ? Faire peur, comme la droite ici. J'ai vécu dix-sept ans en France. La droite faisait toujours la même chose. Mais peut-on rester au pouvoir par cette peur ? Ici, peut-être pas. Parce que vous avez toutes les structures nécessaires. Mais chez nous, la peur est totale. La peur de se voir écrasé par les événements, par la crise, elle est la peste de l'Islam et de l'Iran. Or, l'« islamité » et l'« iranité » sont l'avert et le revers d'une même pièce, elles constituent la base de l'existence de l'Iran. Notre tâche était et est encore lourde puisque nous devons démontrer que Khomeïni est devenu despote, s'est détaché de l'Islam et donc transformé lui-même en un danger contre l'iranité-islamité. Ma réponse est donc claire : cet Islam-là, c'est fini. Je pense pourtant que nous avons réussi dans notre tâche de désaliéner l'Islam en tant

qu'idéologie du pouvoir totalitaire et d'en faire un autre, c'est-à-dire une idéologie d'anti-autoritarisme et d'anti-totalitarisme.

A. C. — Cela veut-il dire que cet Islam, que vous avez libéré, va se mobiliser contre le pouvoir actuel ? Qu'il est déjà en train de le faire ?

B. S. — Oui. Voyez-vous, ce n'est pas tout simplement la théorie. Ce n'est pas au niveau du discours. Au niveau de la pratique aussi, nous avons, nous avons, cette chance de passer par des épreuves. Devant notre peuple et devant l'Histoire. D'abord, en ce qui concerne la liberté : accorder des libertés autant que possible nuit-il à l'Islam ou pas ? Quand on était en Iran, c'était concrètement la première question qui se posait. Moi, j'en étais partisan, je disais : si ce discours est une méthode de développement, il faut qu'il y ait liberté de le discuter, il faut qu'il l'emporte dans les libres discussions. Comme vous le savez, j'ai procédé à des libres discussions. Et cela a donné des résultats. Mais les mollahs ont présenté un argument qui l'a emporté auprès de Khomeïni, ils disaient : qui profite de ces libres discussions ? Ce n'est pas l'Islam de Qom, mais l'Islam de Bani Sadr. En effet, dans l'Islam que je proposais, il n'y avait plus place ni pour l'autoritarisme des mollahs ni pour le totalitarisme de l'État.

A. C. — Donc le mot théocratie que l'on utilise en Occident n'est pas inadapté ? Il correspond à ça, puisque effectivement le pouvoir est véritablement justifié par le haut et non par sa base.

B. S. — Exactement. Le principe de l'« imâmat » signifie pour les mollahs que l'imam représente Dieu ; *faghih* représente l'imam, donc il est l'autorité suprême à qui il faut obéir absolument. Je leur disais, au contraire, que l'imâmat est un principe qui signifie que chaque fille, garçon, homme ou femme, a vocation à participer à la gestion, à la direction de la communauté. Ce sont deux thèses tout à fait contradictoires. Dans les libres discussions, les gens aimaient ma thèse qui, certainement, l'emportait, et dont les premières victimes étaient les mollahs. C'est pourquoi ils ont procédé aux arrestations.

A. C. — On touche un point très, très passionnant parce qu'on dit beaucoup que cette image de l'imam est quelque chose de très spécifique à l'Islam. Comment justifiez-vous cette notion d'imam où on passe à la participation de tous, à la gestion de la communauté ?

B. S. — Pourquoi Khomeïni a-t-il représenté l'ensemble du peuple dans son unanimité ? Pourquoi est-il devenu ensuite un tyran ? Pour cette simple raison que l'Islam considère la critique comme un droit et aussi un devoir de l'Homme. Alors, si les dirigeants se lient

à un clan, à une classe et en deviennent les défenseurs, ils ne peuvent plus permettre la critique généralisée. Par exemple, aujourd'hui, le Parti socialiste est au pouvoir en France ; si vous imposez ce parti à tout prix, comme c'était le cas de l'ancien régime, vous devez censurer. Voilà. Une idéologie qui est une méthode de critique n'est compatible ni avec les dépendances de groupe, ni avec l'inaction. Ou bien il faut avancer et faire avancer, ou bien il faut établir de plus en plus de censures. C'est pourquoi, même Khoméyni, parce qu'il voulait imposer à tout prix les mollahs au pouvoir dans ce pays, a été obligé d'établir la plus totale censure. Donc, si l'imam est considéré comme l'homme détaché de tous les liens d'intérêts de clan, de classe, de groupe, il peut représenter tout le monde. Pas d'une manière statique, mais dans la dynamique du développement. Cela signifie la participation. C'est pourquoi, dans sa pureté, cette théorie supprime toute autorité qui ne vient pas de la base. Je peux vous raconter même une discussion que j'ai eue avec Khoméyni sur ce problème à Téhéran. Quand je voulais me présenter comme candidat à la Présidence, il m'a dit : « Vous ne pouvez pas devenir président parce que vous êtes contre le principe de l'autorité du docte (*faghih*). » Je lui ai répondu : « Je ne vous considère pas comme docte. Vous n'avez plus les qualifications nécessaires, les critères nécessaires à un *faghih*. Et même si vous les aviez, la souveraineté (*vélâyate*) signifie pour moi donner la vie, et permettre aux autres d'y réfléchir. Si vous dites qu'ils sont obligés de suivre le docte, alors vous êtes plus que Dieu. Parce que, selon le Coran, on ne peut pas obliger quelqu'un à accepter quelque chose, même la religion. Comme on ne peut pas obliger quelqu'un à accepter la religion, il va de soi qu'on ne peut pas obliger les gens à suivre. C'est là un principe qui donne droit à tout le monde de participer à tout. Participer, parce que nous considérons la prophétie comme une grâce de Dieu ; ici, Il montre un chemin à l'Homme, mais Il ne l'oblige pas. C'est à chacun de choisir, c'est un chemin que chacun peut prendre, et si cela ne convient pas à quelqu'un, on ne l'oblige pas. C'est à l'Homme de se développer. On ne peut pas développer l'Homme par la force. » Khoméyni m'a répondu : « Il faut se servir de la force quand c'est nécessaire. » Donc, c'était toujours l'autoritarisme...

A. C. — D'il y a plusieurs milliers d'années...

B. S. — Exactement. Nous avons quand même changé beaucoup de choses en Iran et c'est une réussite très importante : deux ans après la révolution, un mythe religieux très solide a été brisé. Et un leader très aimé est tombé en disgrâce.

A. C. — Dernière question : on a parlé du passé, on a parlé du présent ; parlons un petit peu de l'avenir, peut-être pas de l'avenir politique immédiat, mais en réfléchissant sur l'avenir à moyen terme. Comment voyez-vous la constitution actuelle (je crois que vous avez déjà dit qu'il fallait la changer) ? Que pensez-vous proposer à la place ? Deuxièmement, comment le concept de laïcité cher aux Occidentaux, s'intègre-t-il dans cet Iran de demain ? Et notamment, comment les gens qui ne se réclament d'aucune appartenance religieuse, pourront-ils s'organiser ou donner leur avis ?

B. S. — Je viens de vous dire que nous ne sommes par parvenus à changer l'institution, tout en réussissant à changer le contenu du discours. Je pense donc que l'obstacle est levé. Dans le passé, il n'y a pas eu de succès. Depuis un siècle, les « occidentalisés » ont essayé de changer à travers le régime pahlavi, et ils n'ont pas réussi. Les intellectuels ont essayé autrement, mais sans succès. Nous, nous avons réussi. Donc, si on enlève l'obstacle, c'est-à-dire ceux qui gouvernent, le progrès sera très accéléré en Iran. Et cela va étonner le monde entier. Car il s'agit de changer la base de la philosophie et de l'idéologie, sinon l'Homme est toujours freiné dans son développement. L'ensemble des idéologies qui existaient en Iran, qui ont été importées par les intellectuels, ou les étrangers, en Iran, étaient basées sur l'autoritarisme et sont totalitaires : le marxisme que nous avons connu était le marxisme stalinien ; même le libéralisme était connu à travers le régime pahlavi, c'est-à-dire qu'on voulait nous imposer le libéralisme occidental par une dictature 100 % totalitaire ! L'Islam aliéné, comme je viens de vous le dire, était devenu idéologie d'autoritarisme et de totalitarisme. Ainsi, le peuple vivait dans une atmosphère d'autoritarisme. De l'extrême-gauche à l'extrême-droite, ils étaient tous ainsi, partisans acharnés de l'autoritarisme. Il y avait donc la nécessité d'une force miraculeuse et la vraie laïcité est celle qui permet que l'Homme se considère libre de cette idéologie et considère les autres comme libres aussi. Alors, si la vocation de l'Islam est de défendre de telles libertés, pourquoi l'abandonner ?

En même temps, il est certain que les moyens d'expression doivent être mis à la disposition de tout le monde. D'ailleurs, le principe de la libre discussion est une tradition de l'imam Sâdegh. Nous avons fait une expérience, comme je viens de vous le dire ; elle a donné de bons résultats ; nous l'établirons d'une manière solide pour tout le monde. Donc, du moment que nous n'acceptons pas l'autorité, l'autorité qui ne vient pas du peuple, non seulement nous n'empêcherons pas les autres de dire ce qu'ils pensent, de participer à la vie et aux

progrès de ce peuple, mais, au contraire, nous préparerons les occasions pour que chacun et chacune puissent s'exprimer ; nous sommes donc, à partir de là, dans la laïcité. Déjà, au nom de l'Islam, la femme musulmane participe à la vie politique. Elle ne le faisait pas avant. Et nous nous disons que nous sommes dans la ligne de l'Imam, dans celle du discours de Paris et que l'imam lui-même en est sorti. Parce que le discours disait : les marxistes sont libres de donner leur avis, de participer à la vie politique de ce pays, les minorités ont toutes les libertés, elles sont considérées comme les autres, minorités ethniques comme minorités religieuses. Il assurait que l'Islam allait changer les rapports sociaux, de manière que les déshérités se voient libérés des rapports de classes, des dominations extérieures et intérieures, etc. Voilà la laïcité, on l'a gagnée !

A. C. — On est d'accord sur la laïcité dans ce sens-là ?

B. S. — J'ai analysé et expliqué l'expérience de la révolution iranienne dans un livre qui sera bientôt publié à Paris ; j'ai expliqué comment le nouveau discours a créé la possibilité de l'unité et de la spontanéité du peuple. Le discours de la révolution et la spontanéité ont permis à Khomeïni, en tant que direction, de faire l'unanimité de toutes les tendances politiques sans que celles-ci aient besoin de faire l'union par des contrats. Mais cette direction, sous les pressions de sa propre subjectivité et les facteurs extérieurs et intérieurs, s'est métamorphosée en tyrannie, transformant du coup le discours de la révolution en un discours de l'autoritarisme totalitaire. Dès lors, l'unité a cédé la place aux conflits. La bureaucratie et l'autoritarisme des organisations « révolutionnaires » ont pris l'espace de la spontanéité du peuple. Cette expérience est sans aucun doute riche de leçons pour toutes les sociétés.

Le directeur de la Publication : Jean GICQUEL.

Imprimé en France, à Vendôme

Imprimerie des Presses Universitaires de France

ISBN 2 13 037894 3 — ISSN n° 0152-0768 — Imp. n° 28 835

CPPAP n° 59 303

Dépôt légal : Janvier 1983